

# POUR RELEVER LES DÉFIS DE LA SÉCURITÉ AU MAGHREB: PRIORITÉ AU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL!

RECOMMANDATIONS POLITIQUES DES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ  
CIVILE DE TUNISIE, DE LIBYA, DU MAROC ET D'ALGÉRIE




AÔUT 2020



**FRIEDRICH  
EBERT**   
**STIFTUNG**

Bureau Tunisie



Aujourd'hui, le Grand Maghreb est une réalité géographique, sociale et ethnique. Mais, en même temps, c'est aussi le déni d'une réalité politique et économique. Composée de cinq Etats - Maroc, Algérie, Tunisie, Libye et Mauritanie - la région est un pont entre l'Afrique du Nord-Ouest et l'Europe et est donc perçue comme une zone de transit pour l'immigration illégale, le trafic de drogue et le terrorisme, leur permettant d'entrer dans l'Union Européenne (UE). Ainsi, les membres de l'UE considèrent souvent le Grand Maghreb comme une menace, générant de graves conséquences en ce qui concerne les mécanismes de soutien à la région.

Dans cette optique, le bureau tunisien de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) et le projet régional de paix et de sécurité de la FES MENA ont organisé un atelier pour 25 acteurs de la société civile de la région du Grand Maghreb du 15 au 16 janvier 2020, afin de discuter des défis de la région, notamment dans les zones frontalières et de proposer des solutions. L'objectif était de quitter les sentiers battus de « la sécurité d'abord » pour une approche plus durable de la sécurité humaine et du développement régional.

## LES DÉFIS ÉCONOMIQUES ET SÉCURITAIRES AU MAGHREB

Actuellement, la migration, la contrebande et les activités terroristes sont des défis auxquels le Grand Maghreb se trouve confronté et particulièrement dans les régions frontalières qui sont souvent marginalisées. Ces problèmes sont exacerbés par le manque de communication et de coopération, la fermeture de plusieurs frontières et le faible développement économique des pays respectifs.

L'ordre politique dans la plupart des pays du Grand Maghreb représente une des sources d'insécurité. Cette insécurité intrinsèque au système politique est principalement contrée par une approche de « la sécurité d'abord » et une centralisation du pouvoir et des ressources. Cela isole la population marginalisée et accroît les divisions entre les pouvoirs et les populations, en particulier dans les régions frontalières.

Les populations des régions frontalières sont considérées comme des acteurs majeurs de la contrebande et, à ce titre, constituent un danger pour le reste de la région. Cette perception a conduit à la désolidarisation de ces populations et à une stigmatisation générale. Par conséquent, ces populations ont subi un accès limité à l'éducation, aux soins de santé et aux opportunités d'emploi : Leurs droits fondamentaux sont souvent bafoués. Ces régions frontalières sont donc devenues un terrain fertile pour les idéologies extrémistes.

L'actuelle guerre en Libye et l'insécurité dans la région du Sahel sont d'autres facteurs d'instabilité dans le Grand Maghreb qui ont intensifié la crise migratoire et le trafic frontalier. L'absence de contrôle de l'État a créé des opportunités économiques pour environ deux millions de personnes en Tunisie et en Libye qui vivent des revenus du commerce illicite entre les deux pays.

La situation socio-économique dans les régions frontalières du Grand Maghreb est également influencée par les disparités économiques entre les États, induites par des politiques contradictoires, ainsi que par une répartition injuste des services publics à l'intérieur des pays. Il en résulte des tensions économiques et politiques.

Un élément crucial de l'économie des régions frontalières est le trafic de migrants, en particulier à travers les frontières libyennes où les réseaux de traite des êtres humains sont bien établis. La situation conflictuelle en Libye et le manque de possibilités de migration légale encouragent le transit de migrants illégaux et l'exposition aux abus des milices locales et des forces de sécurité. Soutenir ces dernières en leur fournissant du matériel et des formations pour empêcher les migrants de parvenir aux frontières européennes pourrait permettre d'atteindre des objectifs

politiques à court terme. Cependant, cela implique de tolérer des pratiques abusives et engendre forcément des conséquences négatives sur la dynamique locale et à long terme des conflits.

## RÉSUMÉ

La situation dans les régions frontalières du Grand Maghreb est désastreuse car nombre des défis économiques et sécuritaires persistants de la région - par exemple, l'inégalité de développement des régions ainsi qu'un pouvoir étatique fortement centralisé - ont des conséquences particulières pour les populations frontalières. Au fil du temps, les régions frontalières se sont transformées en un État dans l'État avec des économies parallèles et des systèmes de sécurité parallèles également. Cela a intensifié la négligence en ce qui concerne la couverture sociale, l'investissement et l'infrastructure de ces régions. En outre, les conflits latents entre l'Algérie et le Maroc, ainsi que la guerre en Libye et les faibles développements économiques des pays, ont aggravé et alimenté les crises actuelles.

## RECOMMANDATIONS POLITIQUES

Après avoir discuté des défis mentionnés ci-dessus, les **25 acteurs de la société civile** ayant une formation universitaire, de plaidoyer et d'activisme, ont élaboré les **recommandations** suivantes qui peuvent contribuer à un **meilleur développement régional** des zones frontalières du Grand Maghreb et de manière ultime à une meilleure intégration de la région. Les défis sécuritaires et économiques persistants de la région sont abordés en adoptant **une approche de développement humain** plutôt qu'une approche de « la sécurité d'abord ». **Une solution durable** aux défis persistants peut être obtenue en adoptant les recommandations suivantes:

- Dans l'ensemble, il convient d'adopter **une approche holistique** pour améliorer la situation de la population des régions frontalières. Des mesures au niveau national, interétatique, régional et international sont nécessaires.
- **Au niveau national**, les États devraient avant tout se concentrer sur le développement de leurs régions frontalières. Cela devrait comprendre la création de zones économiques frontalières, la mise en place d'efforts de décentralisation et d'investissements dans les infrastructures. De nombreuses réformes devront accompagner le processus. La réduction des inégalités sociales au sein des pays devrait être un objectif clé.
- **Au niveau interétatique**, des mesures doivent être prises en vue de la résolution des conflits. D'ailleurs, le conflit prolongé entre le Maroc et l'Algérie entrave la poursuite du développement de la région. La résolution des problèmes frontaliers et autres conflits latents entre les pays du Maghreb devrait être la première étape vers l'amélioration des relations entre les États, tout comme la réouverture des frontières actuellement fermées entre l'Algérie et le Maroc ainsi qu'entre l'Algérie et la Libye.
- **Au niveau régional**, la revitalisation de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) est primordiale. Cette institution devrait faciliter les réformes nécessaires pour approfondir l'intégration du Grand Maghreb.
- Les gouvernements de la région doivent améliorer **l'intégration économique** pour lutter contre la contrebande et le trafic afin de créer **une zone de libre-échange** permettant la libre circulation des personnes et des biens. **L'harmonisation des taxes et des tarifs douaniers** aura un impact positif sur la circulation des marchandises et rendra obsolète le besoin de contrebande transfrontalière illicite. En outre, des approches communes en matière de **services de transfert social** pourraient réduire les disparités de prix, de salaires et de conditions sociales puisqu'actuellement les approches des pays divergent. Les États algérien et libyen subventionnent fortement l'alimentation, l'eau et l'énergie, ce qui est moins le cas en Tunisie et au Maroc. Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et l'économie illicite, les régimes de subventions devraient être unifiés.
- Les États du Maghreb et l'UMA devraient stimuler **le secteur de l'éducation**. L'uniformisation des programmes et des diplômes universitaires, ainsi que la création d'un programme d'échange intermaghrébin

pour les étudiants et les enseignants, serait une entreprise ambitieuse mais fructueuse. L'établissement de **zones d'échange de connaissances** par la création d'universités aux frontières des pays, axées sur la coopération et le développement local, pourrait renforcer le développement de ces zones.

- **Un investissement substantiel dans les infrastructures est nécessaire** pour encourager une intégration plus profonde des États du Grand Maghreb, comme l'extension de l'autoroute intermaghrébine qui conduirait à intégrer tous les États membres ainsi que la construction d'un chemin de fer intermaghrébin. Les zones frontalières devraient être prioritaires.
- **Une politique commune de migration et d'asile devrait être établie**, une qui soit acceptable selon les normes humanitaires internationales. Une coopération transfrontalière entre les pays du Maghreb ainsi que des normes partagées en matière de politiques de migration auraient un impact énorme sur la situation désastreuse des communautés de migrants piégées dans des camps entre les frontières de la région. Comment mettre en place cette politique devrait faire l'objet d'une discussion à part.
- Différents organes, dont un **comité de suivi et de résolution des conflits**, devraient être créés, avec éventuellement des observateurs internationaux neutres pour apporter un soutien technique, un forum représentant les citoyens du Maghreb et les acteurs de la société civile pour promouvoir la démocratie

participative. En outre, un comité devrait être créé et chargé de rédiger une nouvelle charte pour l'UMA. La Tunisie serait un pays d'accueil approprié pour un tel forum.

- Outre la création de nouvelles institutions et de nouveaux organes, il sera nécessaire de relancer et de revoir les institutions actuellement inactives qui existent déjà dans la région.
- L'intégration plus approfondie devra également inclure **une politique étrangère et de sécurité commune**. À la lumière des conflits en Libye et dans la région du Sahel, une approche commune serait utile pour contrebalancer les tentatives d'ingérence d'autres acteurs régionaux et internationaux.
- **Au niveau international**, un appui est nécessaire en termes d'arbitrage et de médiation. Ce soutien permettrait d'initier une dynamique de désescalade dans la région. Cette région du Maghreb étant une frontière naturelle entre le flanc sud de l'Europe et l'Afrique subsaharienne, l'Union européenne et l'Union africaine devraient donc participer au processus d'intégration dans le Grand Maghreb. Les acteurs internationaux, tels que l'Union européenne, pourraient contribuer au développement d'une région du Grand Maghreb plus intégrée, durable et prospère. En fin de compte, cela pourrait avoir un effet positif sur les défis de sécurité auxquels la région est confrontée, rendant l'aide à la sécurité négligeable à long terme.

## CONCLUSION

En théorie, les pays du Grand Maghreb ont tout ce dont ils ont besoin pour réaliser une transformation et un développement radicaux de leurs régions frontalières. Les principaux défis sont nationaux. Un modèle commun est la peur et la méfiance envers les pays voisins. Cette méfiance mutuelle a conduit les pays à restreindre considérablement la coopération régionale, qui est indispensable au développement régional.

Surmonter les conflits entre et au sein des États du Maghreb serait une opportunité historique pour le développement et l'intégration des zones frontalières où les conséquences des défis sécuritaires et économiques persistants de la région du Maghreb élargi se font particulièrement sentir. Cela pourrait devenir la pierre angulaire d'une intégration régionale plus large et, à terme, pour une union des États et des populations. Enfin, conformément aux recommandations des acteurs de la société civile, le débat régional et international plus large sur le Grand Maghreb devrait se concentrer sur le développement des régions plutôt que sur la sécurisation des frontières.



Friedrich-Ebert-Stiftung  
Nakhle Building, 97,  
Rue Monot, Achrafieh  
P.O.Box 11-6107,  
Beirut 1107-2210,  
Lebanon  
T: +961 (0) 1 - 324 566  
T: +961 (0) 1 - 337 138

